



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE
N°VI-AR-2023/134

Objet: Arrêté portant permis de stationnement d'une benne.

Lieu

69, rue de la République
91150 Etampes

Permissionnaire

Christelle Mekemlong
69, rue de la République
91150 Etampes

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212-2 et L 2213-1;

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de la Route,

VU la Loi du 2 mars 1982, n°82.213 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée et complétée par différents textes dont la dernière modification d'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021,

VU la délibération n°VI-DEL-2022-116 du Conseil municipal en date du 7 décembre 2022, fixant le tarif des redevances à percevoir au profit de la Commune, pour occupation du domaine public

VU la demande date du 15 mars 2023 par laquelle le permissionnaire ci-dessus référencé devant évacuer des gravats issu de la démolition de la cheminée existante, sollicite l'autorisation d'installer une benne, à compter du samedi 25 mars 2023 jusqu'au vendredi 31 mars 2023, rue de la République au droit du n°69 à Etampes.

VU la plan d'alignement,

VU l'état des lieux,

Sur proposition des Services Techniques Municipaux,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, pour le dépôt d'une benne, rue de la République au droit du n°69, à charge pour lui de se conformer aux dispositions portant règlement général sur la conservation et la surveillance des voies communales, ainsi qu'aux conditions spéciales d'exécutions suivantes :

DÉPÔT DE BENNE

Le dépôt d'une benne ou machine de ravalement sera disposé de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique ou ses dépendances.

L'installation doit être signalée pendant le jour et constamment éclairée d'une intensité suffisante pendant la nuit, à la diligence et aux frais du permissionnaire.

Le permissionnaire prendra toutes les précautions de manière à éviter la chute de matériaux sur la voie publique.

Le permissionnaire est tenu de respecter les règles et le régime du stationnement existant dans la voirie.

L'emprise sur la voie publique ne pourra excéder 2 m de largeur sur 5 m de longueur.

Il sera obligatoirement ménagé un passage libre pour piéton sur le trottoir de 1 m de largeur minimum.

Le permissionnaire sera tenu pour seul responsable de tout accident qui pourrait survenir du fait de son installation ou par défaut ou insuffisance de la signalisation de son chantier.

L'installation d'une benne donne lieu à la mise en recouvrement d'une redevance pour occupation du domaine public calculée comme suit :

5.00 euros par jour

ARTICLE 2 : AVIS D'OUVERTURE DE CHANTIER

Sans objet.

ARTICLE 3 : SIGNALISATION DE CHANTIER

Sans objet.

ARTICLE 4 : CONDITION D'EXECUTION

Sans objet.

ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION

La présente autorisation est accordée à titre précaire à compter du samedi 25 mars 2023 jusqu'au vendredi 31 mars 2023.

ARTICLE 6 : ENTRETIEN DES OUVRAGES

Sans objet.

ARTICLE 7 : RECOLEMENT

Sans objet

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

Sans objet.

ARTICLE 9 : PERMIS DE CONSTRUIRE

Sans objet.

ARTICLE 10 : CONDITIONS GENERALES DES AUTORISATIONS

L'autorisation est rigoureusement personnelle, toute occupation du domaine public par une tierce personne est totalement interdite.

En cas de changement de propriétaire, une nouvelle demande d'autorisation devra être déposée en Mairie, par l'intéressé.

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d' occupation.

En cas de détérioration et dégradations ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Elle est pour tout ou partie révocable, à toute époque, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par le règlement général ou énumérées ci- dessus.

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie, si il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Les contraventions sont constatées par le Maire, les Maires Adjointes, les ingénieurs, les commissaires et agents de police, les gendarmes, les agents de police municipaux, et en général par tous les agents dûment assermentés.

ARTICLE 11 : AMPLIATION

Ampliation de la présente autorisation sera adressée au permissionnaire.

Fait à Etampes, le 15 mars 2023.

Date de publication le **20 MARS 2023**

Pour extrait certifié conforme,

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En charge de la Voirie
De la Propreté

